

04.02.2026

Pas d'inondation de nos marchés - Non au dumping Mercosur et aux importations incontrôlées

L'European Milk Board asbl (EMB) appelle instamment la Commission européenne et les gouvernements nationaux à réévaluer de manière critique les évolutions actuelles liées à l'accord de libre-échange UE-Mercosur et à placer la protection des agricultrices et agriculteurs au cœur de leurs décisions.

Nous le disons clairement :

- Non à l'accord Mercosur !
- Non aux produits agricoles qui inondent nos marchés sans contrôles suffisants !

Nos revendications reposent sur les points centraux suivants :

1. Distorsions de concurrence et normes inégales

En 2024, environ 43 % de l'ensemble des exportations du Mercosur vers l'UE étaient des produits agricoles. Les produits agricoles provenant du bloc Mercosur – composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay – représentent déjà une part importante des importations. Les différences structurelles en matière de conditions de production, de normes et de coûts – notamment des coûts de main-d'œuvre plus faibles et des exigences environnementales moindres – créent des conditions de concurrence inéquitables qui exercent une forte pression sur les fermes familiales de l'UE.

2. Des contrôles insuffisants dès aujourd'hui

Malgré les règles existantes, il est fortement douteux que les flux réels du marché soient suffisamment contrôlés. L'agriculture européenne repose sur des normes fiables en matière de qualité, de santé et d'environnement – en particulier concernant le bien-être animal, les pesticides et les OGM. De nombreux mécanismes de contrôle actuels sont trop faibles pour empêcher l'afflux de produits agricoles de moindre qualité ou issus de conditions de production déloyales. Cela concerne non seulement les importations sud-américaines, mais aussi, par exemple, celles en provenance d'Ukraine.

3. Déconstruire le mythe : « Mercosur = opportunité pour les agriculteurs européens »

Les arguments selon lesquels le Mercosur offrirait des opportunités aux agriculteurs européens – par exemple grâce à un boom des exportations dont ils bénéficieraient – sont trompeurs. Dans des pays exportateurs comme l'Irlande, il apparaît déjà clairement que les échanges avec ces régions ne profitent pas aux agriculteurs. Au contraire, les importations dans ce marché et ce secteur sensibles entraînent des surcapacités et une pression accrue sur les prix.

4. Nos revendications à la Commission européenne

Nous demandons à la Commission européenne de :

- Refuser tout accord Mercosur ;
- Procéder immédiatement à une évaluation et à un renforcement des mécanismes de contrôle des importations agricoles en provenance de pays tiers, afin de garantir une vérification réelle des normes sanitaires, environnementales et sociales ;
- Assurer une publication transparente des flux réels du marché et des effets des importations sur les fermes agricoles ;
- Reconnaître les agricultrices et agriculteurs comme des partenaires à part entière dans la politique commerciale ;
- Mettre en place des mesures contre la surproduction afin de stabiliser les marchés agricoles.

Notre agriculture ne doit pas devenir le jouet des mécanismes du marché mondial !

[<<< back](#)